

sûr que les représentants des gouvernements provinciaux du Canada ici présents conviendront avec moi qu'il est temps que nos gouvernements usent de leurs différentes juridictions à des fins de coopération, non de conflit. C'est l'ambiance qui règne aujourd'hui au Canada. C'est le message que, de partout, nos électeurs nous ont adressé le 4 septembre; nous comptons qu'il permettra au monde de se faire une opinion plus cohérente du Canada.

Permettez-moi maintenant de passer aux institutions internationales, d'abord économiques puis politiques.

Nous sommes trop souvent préoccupés par les ratés du système international; nous ferions mieux de nous demander pourquoi tant d'institutions et d'alliances continuent, malgré leurs difficultés, à fonctionner relativement bien.

À mon avis, cela s'explique par le rapport étroit qui existe entre ces institutions et nos valeurs politiques les plus intimes. Ce sont ces mêmes valeurs qui sont à la base des arrangements que nous avons pris avec l'OTAN en matière de sécurité collective, ou de notre engagement permanent à accroître l'efficacité des Nations Unies ou du Commonwealth. Cette vérité ne se limite pas uniquement aux arrangements strictement politiques ou de sécurité; si des institutions économiques comme le GATT ou le FMI ont leur raison d'être dans la théorie économique, mais elles doivent leur création et leur subsistance à la vision politique.

Les grands hommes d'État de l'après-guerre, entrevoyant les avantages que pouvait procurer un système stable et international de commerce et de paiements, ont créé les institutions nécessaires à son émergence. Le Canada a joué un rôle important à ce chapitre et, pendant de nombreuses années, nous avons profité des avantages considérables inhérents à cette vision originale. Hélas, depuis la fin des années 60 et jusqu'à ce jour, le système a été secoué par une série de perturbations d'envergure. Malgré tout, les gouvernements savent qu'ils ne doivent pas le démanteler.

Le Canada devrait, comme tout autre pays, avoir tiré certaines leçons de l'interdépendance. En ce qui nous concerne, ne rien faire sur le plan commercial équivaut à régresser. Les exportations représentent environ 30 % de notre PNB, un chiffre similaire à celui enregistré au Royaume-Uni. (Au Japon et aux États-Unis, cette proportion n'est que de 15 % et 10 % respectivement). Nos deux pays sont des économies ouvertes, particulièrement sensibles à l'évolution de la situation internationale.